

La rénovation urbaine de la Basse-Ville d'Ottawa

Le réveil des citoyens de l'Est

Laurence Côté-Roy, sous la supervision de Kenza Benali, faculté des arts - Géographie

Qu'est-ce que la rénovation urbaine ?

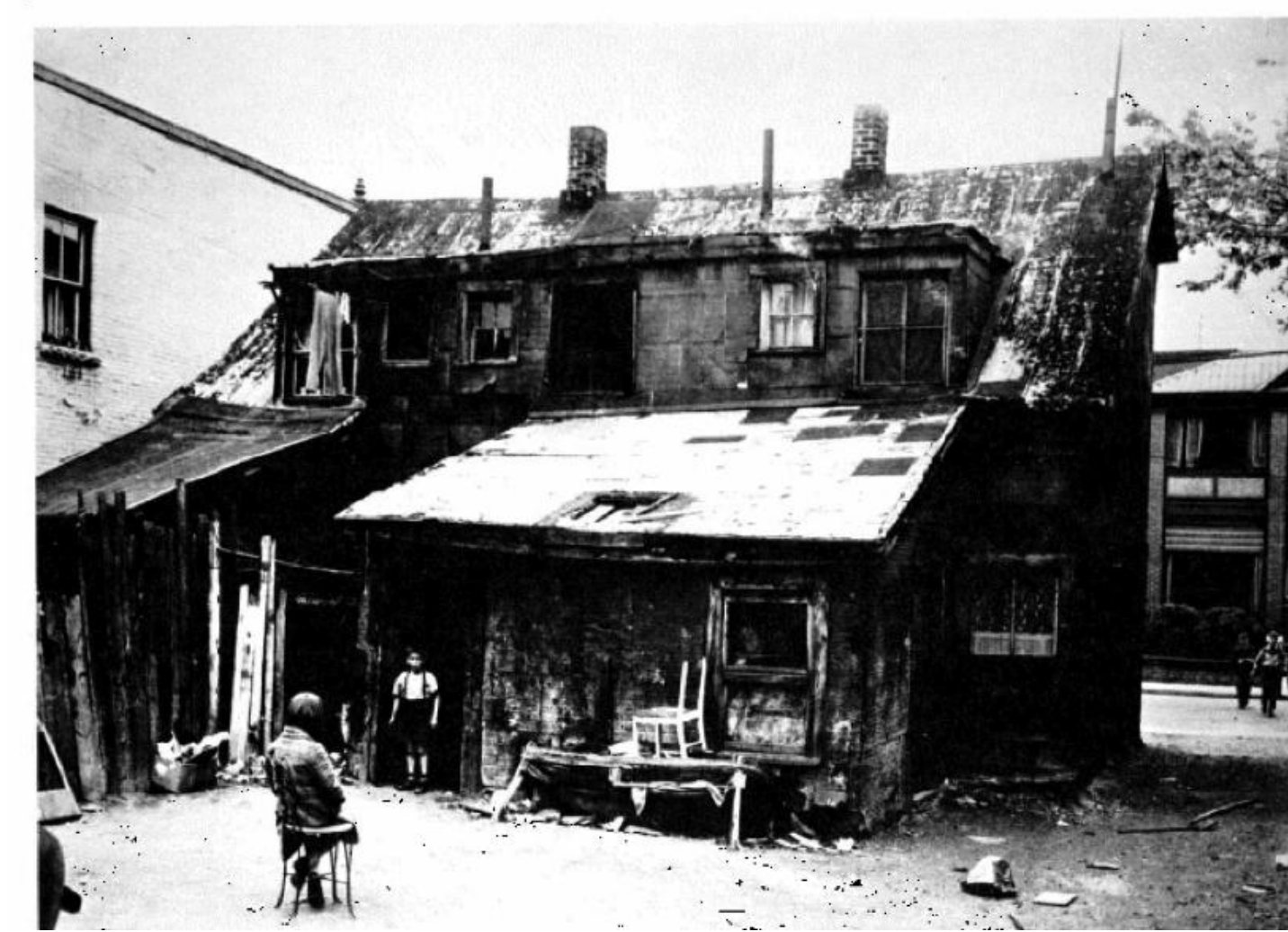
- Au Canada, popularisée durant les années 50 à 70.
- Vaste plan d'altération de l'espace urbain, visant à améliorer les conditions d'habitation de plusieurs familles (surpeuplement, insalubrité, structures souvent endommagées).
- Fournir aux citadins des logements où les normes de confort et de qualité standardisées.

La rénovation peut toutefois causer :

- Une forme de déracinement, arrachement à une communauté et à une vie de quartier, voire à toute une histoire.
- Travail traumatisant de démolition et de déconstruction d'une vie précédente.



Université d'Ottawa, CRCCF. Fonds C57 du Centre de recherche en civilisation Canadienne-Française (CRCCF) de l'Université d'Ottawa. C57-14/15/16. « L'ancien lieu de la paroisse Ste-Anne, au 1000, rue St-Jacques, en 1915. »



Le Comité du Réveil de la Basse-Ville (CRBV) Problématique et méthodologie

- Plans officiels de rénovation acceptés dès 1963.
- Début des démolitions en 1967.
- CRBV formé en 1968 : mobilisation qui semble tardive.
- Le CRBV est à l'origine de plusieurs actions concrètes entreprises pour protéger les citoyens lors de leurs transactions avec la ville pour toute question relative aux démolitions et aux rénovations.
- Membres du CRBV décrivent, dès leurs premières rencontres, l'état las des citoyens, découragés et désintéressés.
- Objectif ultime : « réveiller » les citoyens de la Basse-Ville, c'est-à-dire les informer, les mettre réellement au courant des procédures de la ville et les faire réagir.



Problématique

- Le CRBV est-il effectivement parvenu à ses fins : réveiller la Basse-Ville de l'Est tout en accompagnant les citoyens à travers les rénovations ?

Méthodologie

- Une revue de la littérature : analyse du fonds C57 du Centre de recherche en civilisation Canadienne-Française (CRCCF) de l'Université d'Ottawa (CRCCF) et des rapports de réunions du Comité du Réveil de la Basse-Ville (CRBV).
- Recensement des actions concrètes prises par le comité lors de la période des rénovations urbaines.
- Prise de notes concernant le discours général du comité du réveil et tentative de discernement de ses arguments pour la défense des habitants de la Basse-Ville de l'Est.
- Insertion des ces événements dans une chronologie générale reprenant les moments importants de la rénovation urbaine.
- Analyse des actions du CRBV et de leurs effets pour répondre à l'objectif de recherche : le CRBV a-t-il réveillé la Basse-Ville ?

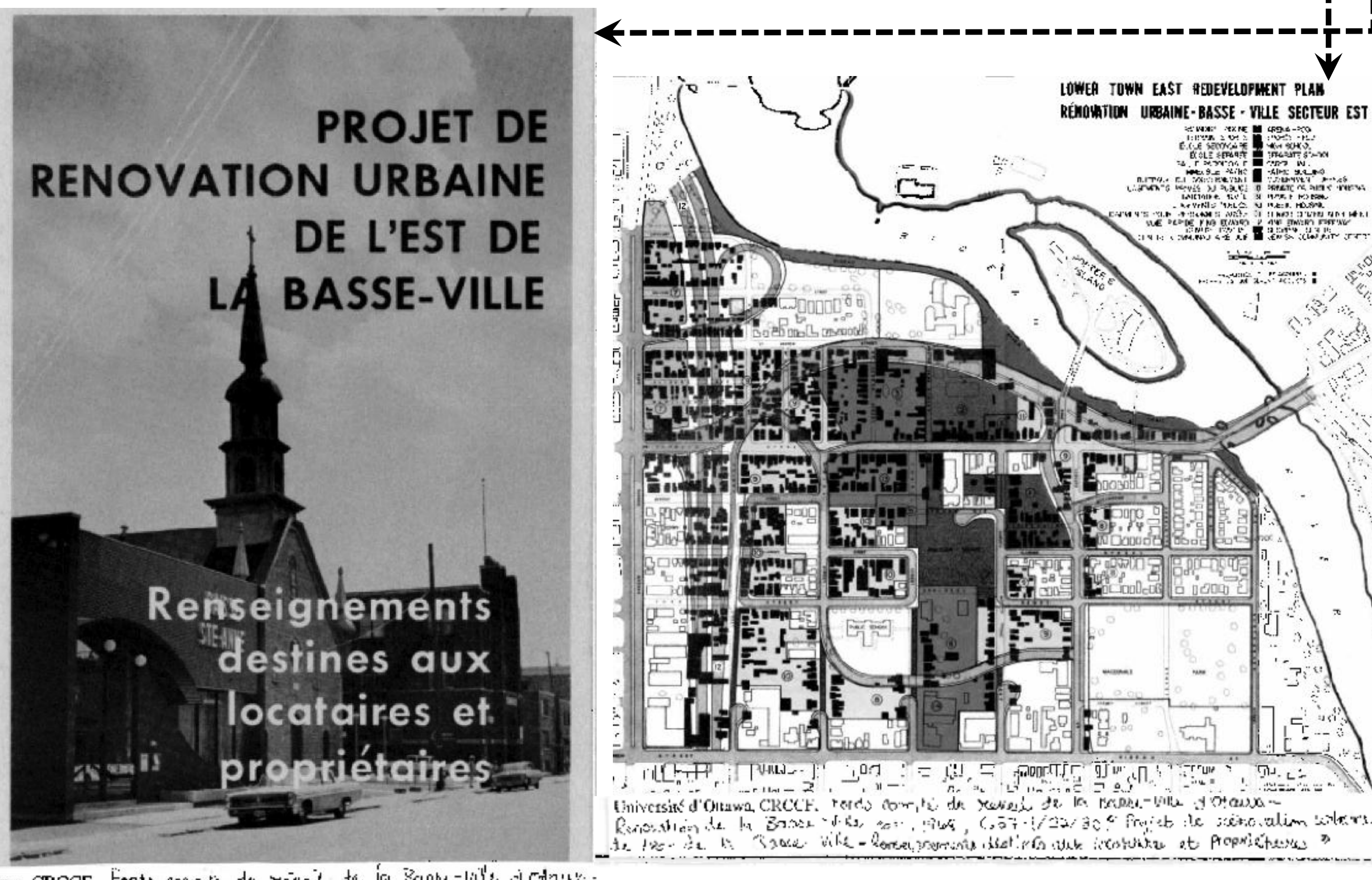
1968

6 juin 1968 : Publication, par la ville, du *Lower Town East Urban Renewal Project, Information for Tenants and Owners*.

Formulation du plan de rénovation et publication du *Lower Town East Urban Renewal Project*, par la firme Murray and Murray Architects and Planners. Coût estimé : 26,5 millions de dollars.

23 septembre 1968 : Discussion autour des rénovations devant avoir lieu.

6 novembre 1968 : Création du Comité du réveil des citoyens de la Basse-Ville Est.



www.CRCCF. Fonds C57 du Centre de recherche en civilisation Canadienne-Française (CRCCF) de l'Université d'Ottawa. C57-14/15/16. « L'ancien lieu de la paroisse Ste-Anne, au 1000, rue St-Jacques, en 1915. »

13 novembre 1968 : Début d'une action coordonnée et planifiée de la part du CRBVE. La Basse-Ville est divisée en 37 blocs distincts placés sous 21 chefs.

26 novembre 1968 : Présentation d'une nouvelle loi sur l'expropriation, au parlement de Toronto, par le procureur général Arthur Wishart.

31 décembre 1968 : Mgr. Charles-Auguste Demers, curé de la Paroisse Ste-Anne, critique les actions de la ville : manque de structure dans l'achat des propriétés, soupçon de vouloir détruire le caractère « canadien-français » de la Basse-Ville (Le Droit).

1969

22 janvier 1969 : Discussion du CRBVE autour des « O-C » rouges qui sont apposés sur les maisons expropriées : perçus comme des outils de propagande pour inciter les gens à vendre ; considérés comme laids, démoralisants, insultants, voire comme une atteinte à la dignité humaine et aux Canadiens-Français.

Janvier 1969 : Communiqué sur la construction d'une polyvalente de 4 étages (école secondaire La Salle) entre St-Patrick, Field et Notre-Dame, traversant St-Joseph.

Janvier 1969 : Plainte du CRBVE à l'égard des actions de la ville : achat des maisons aux propriétaires, puis locations de courte durée – à des locataires vivant souvent du bien-être social – en attendant la démolition.

5 février 1969 : Formation d'un sous-comité au CRBVE, destiné à l'étude de la question d'une coopérative d'habitation : le Parc Beausoleil Inc.

3 mars 1969 : Le CRBVE produit un mémoire de 11 pages qui est destiné aux résidents, propriétaires ou locataires de la Basse-Ville : mises en gardes, critiques, conseils et recommandations.

9 avril 1969 : Réponse positive de la ville à la demande du CRBVE d'enlever les « O-C » rouges des façades des maisons expropriées.

9 juillet 1969 : Frustrations des citoyens quant aux travaux lors d'une assemblée spéciale du CRBVE : question épineuse du terrain qui sera alloué au Patro qui ne sera peut-être pas suffisant pour permettre le déroulement habituel des activités. Reproche à la commission des affaires municipales de ne tenir les rencontres publiques qu'en journée, d'où faible participation : soupçon d'une ruse pour éliminer les objections. Rapport de l'exécutif du conseil révèle que, dans bien des cas, les règlements d'hygiène ne sont pas respectés par les démolisseurs : problème des rats dans la Basse-Ville.

9 septembre 1969 : Ouverture de l'enquête publique de la commission des affaires municipales de l'Ontario à la salle paroissiale Ste-Anne. M. Gilles Robineault, animateur social du CRBVE, réclame que les séances se fassent en français pour la meilleure compréhension des résidents présents : demande refusée à deux reprises. Il fut ensuite menacé d'expulsion de la salle et la rencontre fut ajournée prématurément.



Université d'Ottawa, CRCCF. Fonds C57 du Centre de recherche en civilisation Canadienne-Française (CRCCF) de l'Université d'Ottawa. C57-14/15/16. « L'ancien lieu de la paroisse Ste-Anne, au 1000, rue St-Jacques, en 1915. »

1970

4 avril 1970 : La salle Ste Anne, lieu de rassemblement des francophones de la Basse-Ville depuis 1920, sera démolie.

24 décembre 1970 : Crainte du retard de construction des 318 unités de logements à louer modique : résidents de la Basse-Ville Est seraient obligés de vivre dans des « substandard housing heated by space heaters » (Ottawa Citizen).

1971

8 février 1971 : Procès verbal de l'assemblée de citoyens, convoqué par la ville : présence essentiellement des travailleurs de la ville. Choix de l'emplacement du centre communautaire sur l'ancien site du Patro. Aucune décision quant à l'emplacement de l'arène et de la piscine.

24 mars 1971 : Procès verbal du CRBV, considéré comme plus représentatif des intérêts des résidents de la Basse-Ville. Questions prioritaires : habitation et coopérative de logement, services de pré-maternelle, loisirs des personnes âgées, coopérative de nourriture et de vêtements, problème des commerçants.

Jun 1971 : La pré-maternelle pourra continuer à exister sous les auspices du bien-être social. Concrétisation du projet de la coopérative du Parc Beausoleil : coût de location du terrain sera d'environ 15 000\$ par unité.

27 juillet 1971 : Le CRBVE devient le « Comité du réveil de la Basse-Ville » (CRBV).

août 1971 : Les premières unités de logements publics sont réalisées.

Septembre 1971 : Temps fort de la mobilisation des citoyens : polémique autour de l'achat, par la municipalité d'Ottawa, de deux patinoires situées à proximité du Patro. Perdant accès à ces patinoires, les résidents locaux se révoltent. Retards dans les travaux de rénovation nuisent au fonctionnement de la vie communautaire.

1972

17 octobre 1972 : Assemblée publique : décision définitive quant à l'emplacement de l'arène (Côte-de-Sable) et du centre communautaire (Basse-Ville).

1973

8 février 1973 : Le directeur adjoint du département des Services Communautaires annonce que la nouvelle rue St-Patrick déplacera plus de 80 familles et que les logements de la Basse-Ville ne peuvent qu'en accommoder 36. Début de la construction du bloc D d'habitation, pour une complétion en 1974.

12 février 1973 : Envoi d'une lettre au Maire : demande que la construction de l'artère de circulation soit retardée d'un an, afin de permettre la construction du Bloc D permettant d'accueillir les familles qui seront déplacées.

30 mars 1973 : Opposition du Maire au CRBV, après que les citoyens ont mandaté le comité à recruter un avocat en vue d'une poursuite judiciaire contre la ville.

18 avril 1973 : Rencontre entre le CRBV et le nouveau responsable du Département des Services Communautaires : acceptation d'une réévaluation du plan de rénovation.

1974

4 mars 1974 : La ville prévoit que les rénovations urbaines seront terminées avec deux années d'avance. Retard des travaux pour le Bloc D d'habitations et pour la construction du nouveau centre communautaire. Le Patro loge temporairement dans une synagogue de la rue King Edward.

12 décembre 1974 : Le CRBV refuse les 4 alternatives de plans de rénovations présentées par la firme Murray et Murray et présente les 19 propositions de changement des citoyens : aucune ambassade, réduction de 6 à 4 voies de l'artère King Edward, construction d'un maximum de 4 étages, coopérative d'alimentation dans le centre d'achat et priorité aux marchands locaux, contrôle sur l'aspect de l'environnement résidentiel, critères de démolition ou de préservation des maisons, garantie sur le contrôle des prix pour les nouveaux logements à louer, priorité aux gens de la Basse-Ville pour les habiter et réduction du nombre de logements à comprenant une seule chambre. Désir de préserver le caractère francophone et ouvrier de la Basse-Ville en aménageant seulement les terrains vagues.

1975

25 janvier 1975 : Seules les familles à revenu modique habiteront le bloc D, devant être terminé en 1975. Le CRBV aurait voulu que le bloc abrite des familles de toutes les conditions financières, afin que le logement soit mixte et intégré, pour éviter la formation de « ghettos ».

Avril 1975 : Barrière de la langue : problèmes de communication entre la firme Murray et Murray, chargée des travaux, et les résidents. Firme associée au souvenir des expropriations des années 60. Proposition d'embauche d'un urbaniste francophone pour réinstaurer un climat de confiance dans l'est de la ville.

Le Comité du réveil de la Basse-Ville : Actions et réactions

Le comité est-il parvenu à ses fins?

L'organisation des intérêts des citoyens par le comité

- Rôle de porte-parole pour les citoyens qui semblaient souvent ne pas se faire entendre.
- Intermédiaire entre la ville et les habitants (écoute, organisation et transmission des craintes, questions, idées).
- Résultats concrets : formulation des 19 recommandations quant aux rénovations et production de plans d'aménagement alternatifs, en opposition à ceux de la ville (décembre 1974).

Droit de parole et identité communautaire

- Le Comité note les différences linguistiques existantes entre les acteurs.
- L'état d'indifférence pouvant caractériser l'attitude des citoyens découle en partie du manque de communication, ou d'une communication impossible entre les autorités municipales (les architectes Tim et Patrick Murray sont unilingues anglophones, comme plusieurs autres élus municipaux) et les citoyens de la Basse-Ville Est (en majorité unilingues francophones).
- Le comité se fait le défenseur des droits des citoyens en termes d'accès à l'information, devenant ainsi le défenseur de la francophonie et notamment des éléments culturels et identitaires qu'elle implique dans le paysage.

Le Comité du réveil de la Basse-Ville : L'apport du comité

Plus qu'une présence active, une implication

- Effets désolants de la rénovation urbaine sur la vie communautaire de la Basse-Ville, autrefois haut-lieu de socialisation et aujourd'hui paysage marqué par cette rupture dans la culture urbaine d'une ancienne communauté majoritairement francophone.
- Le comité a tenté de préserver le sentiment de « communauté » caractéristique de la Basse-Ville, tant par la tentative de sauvegarde de certaines institutions chères aux citoyens (Patro, Salle Ste-Anne, patinoires, carré Anglesea), qu'en devenant une réelle association responsable du rassemblement de plusieurs résidents de la Basse-Ville.
- Le projet du Parc Beausoleil (unités de logements coopératif) : exemple de la manière dont la population a été sollicité, et amenée à s'attacher au sentiment communautaire fragilisé par la rénovation, par l'entremise du comité.
- L'apport du comité ne se résume pas non plus aux rôles d'informateur, d'intermédiaire, et de défenseur qu'il a pu jouer. À travers son implication, le comité est lui aussi devenu acteur dans la problématique des rénovations urbaines. En effet, il a poussé son implication plus loin en dépassant le stade de l'information et en recommandant bien souvent des procédures et des manières bien précises d'agir.
- En recommandant par exemple l'expropriation dans son mémoire, ou bien encore en encourageant les citoyens à rejeter l'échelle des loyers de la ville basée sur les salaires, le comité est devenu un acteur de la rénovation urbaine.

Remerciements

Je suis tout d'abord reconnaissante à l'Université d'Ottawa pour la mise en place du Programme d'Initiation à la Recherche au Premier Cycle, qui m'a permis de découvrir le travail de chercheur. Je tiens à remercier chaleureusement le personnel du CRCCF – et tout particulièrement Alice – qui m'a aidé dans mes recherches et m'a permis d'accéder au Fonds du CRBV pour faire de passionnantes découvertes. Merci également à Kenza Benali, ma superviseuse, pour cette belle expérience, merci à Anne Gilbert qui m'a donné la chance de poursuivre encore mes recherches et merci, enfin, à Caroline Ramirez pour son encadrement, sa disponibilité, sa patience et ses encouragements précieux.

Références

Toutes les informations et documents photos utilisés pour la réalisation de ce projet de recherche et la conception de cette affiche proviennent du Fonds C57 du Comité du Réveil de la Basse-Ville d'Ottawa, au CRCCF.



Pour en savoir plus

Ce projet a été réalisé dans le cadre d'un projet plus vaste, qu'est celui du « Chantier Ottawa » du CRCCF, qui vise la construction d'une mémoire française à Ottawa.

Coordonnées

Laurence Côté-Roy
Étudiante au baccalauréat en géographie
Université d'Ottawa
lcote_053@uottawa.ca

